

EDITORIAL

Spoil-system

MÊME s'il s'en défend, le gouvernement Benkirane n'a pas résisté à la tentation des nominations politiques de hauts fonctionnaires. Il y a suffisamment de signes qui le corroborent dans une purge qui ne dit pas son nom. L'on connaît les dangers de ce système, en particulier quand il chasse les compétences pour ne retenir comme premier critère que la proximité ou la fidélité au parti.

Il est certes normal d'avoir des relais solides sur qui s'appuyer pour conduire des politiques publiques. C'est l'esprit même du modèle américain où l'on place des hommes partageant les mêmes affinités autour d'un projet clair. Cependant, la politisation de la haute fonction publique est un exercice dangereux. Il s'appuie officiellement sur les prérogatives que vous confère l'espace démocratique, mais il en dévoie l'esprit. Que penser de procédures où les hauts fonctionnaires ne seraient plus désignés au mérite, y compris avec un système d'appel à candidature, mais uniquement en fonction de leur compatibilité politique ou du niveau de collusion directe ou indirecte avec le parti? Quel crédit accorder aux arbitrages quand ils sont fortement entachés de risque de compromission? Les hauts fonctionnaires donnent-ils des avis de courtisans ou conservent-ils assez d'autonomie dans l'exercice de leurs missions? Pour certains départements, les enjeux sont considérables. Quelles conséquences pour les orientations économiques, les radioscopies des finances publiques, l'efficacité de leur gestion si le directeur du Budget, la directrice du Trésor, ou celui de la TGR sont en complicité partisane et non technique avec leurs ministres de tutelle? Alors que l'administration doit conserver une certaine neutralité, que l'intérêt de la collectivité doit transcender les clivages politiques, le spoil-system à la marocaine n'a peut-être pas encore marqué les esprits. Il est cependant bien installé sur le terrain. Penser le contraire relève de la pure naïveté. □

Mohamed BENABID

Hauts fonctionnaires La purge cachée

- Officiellement plus transparent, le système d'appel à candidature fortement décrié
- Il n'a pas empêché les nominations politiques
- Comment le PJD a noyauté l'administration

Voir Analyse pages 3 à 5



RIK

Mutuelles

L'offensive du lobby médical

GRAVE menace sur les centres de soins dépendant des mutuelles. 125 unités sont ainsi sommées de fermer. Du coup, plus d'un demi-million de personnes, totalement prises en charge, risquent d'être privées de prestations médicales. Sans oublier

les 1.500 employés. Une première manche a été remportée par le lobby médical puisque le texte, adopté à l'unanimité par la première Chambre, devrait repasser en deuxième lecture devant les conseillers. □

Voir page 2

■ Elections: Le dispositif juridique adopté

Voir De Bonnes Sources

■ Crédit à la consommation: Les limites de l'option de rétractation

Voir page 27

Votre courrier pages 20 & 21

Masen muscle son gestionnaire d'actifs

Voir page 6

L'ECONOMISTE

Retrouvez votre dossier

COMPETENCES & RH

dès le 13 septembre prochain